

partagent le capital constitué au moyen des programmes de pension de retraite, de consacrer aux logements une plus grande partie de ces fonds. C'est pourquoi nous devrions examiner de près le recours accru aux sociétés de construction.

Je respecte le ministre sans logement...

Des voix: Oh, oh!

M. Alexander: Mais oui. Le ministre sans logement. Je voulais dire le ministre sans portefeuille, le ministre d'État.

M. Orlikow: Vous aviez raison la première fois.

M. Alexander: Le ministre sait que je respecte ce qu'il fait, mais je n'aime pas sa façon de procéder. Il doit se rendre compte maintenant que nous n'aurons pas cette année 200,000 mises en chantier. Il n'y réussira pas. Ceux qui sont beaucoup plus compétents que moi en la matière disent qu'il ne peut le faire. Et pourtant, il a réellement besoin non de 200,000 mais de 250,000 mises en chantier. Je dis respectueusement au ministre: Cessez de tergiverser et mettez-vous à l'œuvre. A mesure que nous parlons d'habitation, les villes sont de plus en plus déçues. L'habitation est un aspect essentiel de toute rénovation urbaine. Lorsque les maires disent qu'ils veulent la rénovation urbaine maintenant, ils ne plaisantent pas. Ce sont eux qui, à la longue, par leurs efforts, vont décider de l'avenir du Canada.

• (4.20 p.m.)

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je regrette d'interrompre le député; il pourra cependant continuer avec le consentement unanime de la Chambre.

Des voix: D'accord.

M. Alexander: Je remercie les députés; j'achève mes remarques. Le Canada est un pays vaste à population clairsemée. Près des trois quarts de sa population vivent dans une région qui couvre moins d'un centième de la superficie totale du pays. Il n'est pas encore trop tard pour donner à nos villes un caractère plus humain, pour y améliorer les conditions d'existence.

M. Benjamin: Renvoyons les citoyens à la terre.

M. Alexander: Un député conseille de renvoyer les citoyens à la terre. Étant donné la politique agricole du gouvernement, les gens quittent la terre pour venir s'établir dans les villes, aggravant ainsi une situation déjà déplorable. Nous pouvons soit considérer nos villes comme des régions dévastées et irréc-

[M. Alexander.]

perables, soit saisir l'occasion pour en apprendre davantage sur l'homme et sur ses rapports avec son environnement. C'est sans la moindre hésitation et sans la moindre réserve que j'appuie la motion du député d'Oshawa-Whitby, qui se lit ainsi:

Que cette Chambre blâme le gouvernement pour ne pas avoir établi une politique urbaine pour le Canada.

J'appuie cette motion.

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, je prends part avec plaisir à ce débat en tant que représentant d'une région de l'agglomération de Montréal, grande ville canadienne qui est en butte pratiquement à tous les problèmes urbains imaginables. Dans certains cas, ces problèmes ont été bien résolus, dans d'autres moins bien. C'est en étudiant les problèmes d'une ville comme Montréal qu'on peut se rendre compte des difficultés à résoudre lorsqu'on veut formuler une politique urbaine pour le Canada. La faiblesse de la motion dont nous sommes saisis et des discours qui l'ont appuyée jusqu'ici réside dans le fait qu'aucune solution n'a été proposée pour résoudre les problèmes des villes. Cette motion et les discours qui ont suivi sont extrêmement vagues et d'une portée trop générale.

Il est vrai qu'on a pu établir une liste des problèmes dans nos villes. Il y en a toute une litanie, la pollution, les transports urbains, la rénovation urbaine, le logement et ainsi de suite. J'ai entendu ceux qui ont énoncé de façon beaucoup plus frappante le ministre d'État (M. Andras) qui est ici aujourd'hui, le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand), le ministre des Transports (M. Jamieson) et d'autres députés de ce côté-ci de la Chambre.

Quelle est la politique urbaine que l'opposition voudrait voir adopter? Dans son discours, le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) a fait allusion aux politiques visant les arts, les parcs, les pensions et le bien-être. J'ai eu l'impression qu'il entend par une politique urbaine une politique d'ensemble propre à englober tous les domaines d'intérêt du gouvernement. Sa présentation m'a un peu découragé parce que j'ai eu le sentiment qu'il ne traitait pas des problèmes qui sont habituellement considérés comme des problèmes urbains en tant que tels.

Comment l'opposition résoudrait-elle le problème de mettre en œuvre une politique urbaine pour le Canada? Par exemple, le Grand Montréal compte 28 municipalités indépendantes dans l'île de Montréal, une municipalité dans l'île de Laval qui, incidemment, comprenait à l'origine de nombreuses municipalités qui ont été fusionnées depuis quelques années, et 14 autres municipalités